

L'Adresse—M. Trudeau

plus efficace possible. Le gouvernement a appliqué récemment des mesures sélectives de ce genre au lait, au pain, au pétrole et à certains produits pétroliers, et nous n'hésiterons pas à utiliser d'autres mesures déflationnistes au besoin.

S'il le faut, nous n'hésiterons pas à nous attaquer aux «magnats» du marché pour protéger le consommateur canadien. Le peuple canadien sait que c'est un gouvernement libéral qui a obtenu de la puissante industrie pétrolière le blocage des prix du pétrole et des produits pétroliers, que c'est un gouvernement libéral qui a imposé la taxe à l'exportation du pétrole, de sorte que les Canadiens ont reçu jusqu'à présent plus de 300 millions de dollars qui, autrement, auraient constitué pour les compagnies pétrolières des profits exorbitants.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Les conservateurs prétendent qu'ils gèleraient les prix et les revenus pendant 90 jours, et qu'entemps ils chercheraient des mesures moins radicales et plus permanentes. Monsieur l'Orateur, c'est le chant des sirènes du chef de l'opposition, depuis que le député de Don Valley (M. Gillies) a tourné casaque, en février dernier.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur...

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je prierais le premier ministre de bien vouloir m'excuser, car je dois quitter la Chambre pour me rendre à un important rendez-vous. Je puis lui garantir que c'est avec la plus grande attention que je lirai le reste de son exposé.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, j'aimerais préciser ici que le chef de l'opposition nous avait avertis de ce qu'il serait pris par un engagement et qu'il devrait s'absenter maintenant. Je comprends fort bien les raisons pour lesquelles il doit nous quitter, d'autant plus qu'en de nombreuses occasions j'ai dû moi-même m'absenter au beau milieu d'allocutions faites par les chefs des différents partis. J'avais moi aussi des engagements de longue date à respecter; son départ est donc compréhensible. J'espère seulement que lorsqu'il sera au dîner de \$100 le couvert, ce soir, à Toronto, il ne se plaindra pas que les prestations d'assurance-chômage sont un encouragement à ne pas travailler.

Je disais que pendant plusieurs mois, nous attendions avec intérêt de savoir ce que le parti conservateur, si jamais il formait le gouvernement, ferait après le blocage de 90 jours. Nous aurions sûrement le droit, après un an, de savoir ce qui va se passer après les 90 jours. C'est là indéniablement la meilleure preuve possible de leur incapacité à formuler des solutions à long terme qui soient efficaces.

● (1640)

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Nous sommes tous en faveur d'une période d'étude de 90 jours si l'on ne sait pas ce qui se produira ensuite, mais nous n'estimons pas avoir besoin de cette période d'étude parce qu'en tant que gouvernement libéral, nous avons appliqué des mesures correctives et continuerons de le faire.

Des voix: Bravo!

[M. Trudeau.]

M. Trudeau: J'ai parlé des coûts économiques qu'entraînerait le genre de réglementation préconisée par les conservateurs et que l'on commence à connaître sous le nom de réglementation conservatrice des salaires.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Il y a cependant des coûts sociaux. Je m'inquiète, monsieur l'Orateur, de la tendance que manifestent certains partisans de la réglementation généralisée à essayer de faire croire qu'on pourrait imposer pareille réglementation sans que la population du Canada en souffre sérieusement. Je m'en inquiète parce que cela sent l'opportunisme politique à plein nez.

Ce n'est pas tout à fait honnête de s'étendre longuement sur l'idée agréable d'un blocage des prix à la consommation, tout en détournant l'attention de l'idée moins agréable d'un gel des revenus. Ce n'est pas tout à fait honnête de ne pas dire au public que la régie des salaires ne va pas sans injustices, qu'elle s'applique très strictement aux collets bleus, dont on peut facilement surveiller les salaires, et très souplement aux collets blancs à qui on peut donner une augmentation de traitement camouflée sous la forme d'une reclassification artificielle. Quant à la possibilité d'abus par des moyens détournés de la part de propriétaires, de professionnels et de gens qui sont à leur propre compte, elle est tout simplement évidente.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je n'essaie pas ici de soumettre des arguments contre la théorie de la réglementation. J'examine présentement les aspects politiques de cette question. A mon avis, ceux qui parlent des contrôles comme de mesures simples devraient se donner la peine de reconnaître la dignité de leur auditoire et son droit de connaître les difficultés que je viens de signaler. Pour ces raisons, la réglementation des revenus risque de nuire au petit et au pauvre plus qu'au puissant et au riche. Or, si cela peut n'importer guère à des gouvernements et à des partis d'esprit conservateur, cela importe extrêmement au gouvernement que je dirige.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Nous ne croyons pas qu'on devrait infliger au travailleur une part injuste de ce qu'il en coûte pour résoudre les problèmes de l'inflation; c'est pourquoi nous l'invitons à considérer avec le plus grand scepticisme toute argumentation qui voudrait militer en faveur d'une réglementation générale sans exposer tous les faits, ceux qui sont agréables comme ceux qui ne le sont pas, ceux qui ont une saveur politique comme ceux qui n'en ont pas.

Mis à part le gel de 90 jours, que nous offre le chef de l'opposition comme solution de rechange aux propositions du gouvernement? Une politique énergétique qui passe outre à l'essentiel, qui fait fi des éléments pouvant prêter à controverse. Il nous fait part de ses inquiétudes au sujet de l'incidence de l'inflation sur les individus, sur les familles, sur les collectivités et sur les institutions, inquiétudes qui, je le sais, sont sincères, inquiétudes que nous partageons tous. Mais il ne nous offre pas un ensemble cohérent de solutions pratiques pour combattre l'inflation et pour résoudre la multitude des problèmes qui se posent au pays.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: J'ai entendu cet après-midi le chef de l'opposition dire, aux applaudissements nourris des membres de son parti: «Nous en avons la volonté». Bien sûr,